L'ECHO DE MANITOBA.

JEUDI, FEVRIER 2, 1899.

Toutes communications concernant la rédaction devront être adressées à

M. H. d'HELLENCOURT, REDACTEUR.

NOTRE JOURNAL.

L'ÉCHO DE MANITOBA entre, avec ce numéro, dans sa deuxième année ; en dépit des sombres pronostics qui accueillirent sa naissance, malgré les obstacles de tous genres semés sur sa route par la malveillance des uns, et l'hostilité des autres, il a poursuivi victorieusement son œuvre ; non seulement il a vécu, mais encore, il a triomphé, au-delà des espérances les plus optimistes. Il a conquis définitivement sa place au soleil.

Et pourtant, si jamais entreprise parut téméraire, ce fut bien celle-là.

Depuis des années, le parti conservateur avait si bien établi son omnipotence ; il avait, avec tant d'opiniâtreté, poursuivi de sa haine quiconque osait discuter ses actes ; il avait si habilement trompé la population catholique avec cette déplorable Question des Ecoles, que la création d'un journal libéral paraissait être une entreprise impossible ; ceux même qui désiraient le plus vivement la chose hésitaient à l'entreprendre.

Mais l'expérience des douze derniers mois a prouvé que ces craintes étaient fausses.

L'ÉCHO DE MANITOBA a vu chaque mois grossir sa liste d'abonnés, dans des proportions inespérées. Notre population, hésitante au début, s'est bien vite rendue compte de la sagesse du but que nous poursuivions, et de toutes parts nous avons reçu les témoignages d'encouragement les plus flatteurs.

Nos compatriotes ont compris que notre seul désir était de voir triompher la cause de la justice et de la vérité, et ils sont venus de tout cœur nous apporter leur concours.

Il n'en pouvait être autrement, le bon sens et la franchise triomphent toujours, de la passion et de l'erreur.

Ceux qui ont suivi notre journal depuis ses débuts savent déjà quelle a été notre ligne de conduite, elle est bien simple.

En politique nous entendons défendre les principes et non les hommes ; trop longtemps nous avons souffert de la politique de personnalité, politique funeste qui consiste à voter sur des noms et non sur des principes.

Nous prétendons garder notre indépendance absolue au milieu des coteries mesquines créées par l'ambition ou la jalousie ; ce que nous voulons c'est faire connaître au peuple les principes d'un libéralisme éclairé, respectueux des libertés de tous ; lorsque le jour sera venu de s'occuper des hommes destinés à défendre ces principes, nous soutiendrons de toutes nos forces ceux que le peuple aura choisis.

En religion nous sommes entièrement dévoués au triomphe de l'Eglise catholique ; si en diverses circonstances, nous avons été amenés à discuter avec des membres de notre clergé, l'attaque n'est jamais venue de nous, et nous nous sommes bornés à nous défendre, respectueusement mais fermement.

Notre clergé peut être assuré de rencontrer chez nous le plus entier dévouement à la religion catholique, et nous éviterons toujours soigneusement de la compromettre dans nos luttes politiques.

Dans la Question des Ecoles nous nous sommes attachés à démasquer les manœuvres de tous ceux qui auraient voulu s'en servir dans un but politique ; soucieux de nous conformer à la direction pontificale, nous n'avons jamais dit quoi que ce soit des pourparlers en cours, des négociations existantes, nous avons veillé avec un soin jaloux à écarter toutes les intrigues ; tout ce qui était de nature à envenimer une question dont le règlement définitif doit être laissé exclusivement à ceux qui ont mission de le faire.

Enfin, le développement matériel de notre Patrie et plus particulièrement de notre Province, a été et sera toujours notre constante préoccupation.

Nous voulons travailler de toutes nos forces à la grandeur de notre race, à la conservation de notre langue, et notre concours sera toujours acquis à quiconque s'efforcera d'aider à cette noble tâche, quelles que soient ses opinions.

Nous mettrons toujours la gloire de notre race au-dessus des intérêts de parti.

Pour atteindre ce but nous n'avons reculé devant aucun sacrifice, notre récompense, nous la cherchons uniquement dans l'accomplissement de ce vœu, et c'est pourquoi nous sommes assurés de pouvoir compter sur la bonne volonté de l'immense majorité de nos compatriotes.

Ils nous aideront à apporter à notre journal les perfectionnements nécessaires ; le passé nous est un sûr garant de l'avenir.

LES DOUKHOBORS.

Il est assez plaisant de constater l'attitude prise par certains organes à l'égard des Doukhobors ; l'on pousse en certain camp des soupirs d'indignation, l'on affecte les plus grandes appréhensions, sous le fallacieux prétexte que ces populations pratiquent des doctrines communistes !

On leur fait un crime, de ce qui était pour elles une nécessité.

Les Doukhobors, en effet, persécutés depuis de longues années, en raison de leurs croyances particulières, ont dû vivre enfermés dans des sortes de réserves, d'où il leur était interdit de sortir.

Comme les Mennonites, ils refusent absolument de se plier au recrutement qui est la règle de tous les Etats Européens ; ils ne veulent point être soldats, car leur religion le leur défend.

Afin d'empêcher leurs doctrines de se répandre, le gouvernement russe, depuis de longues années, les avait en quelque sorte isolés.

C'étaient des colonies de lépreux.

Cet isolement, ces persécutions ont eu naturellement pour effet de resserrer les liens qui les unissaient.

Ne pouvant fréquenter leurs semblables, ils ont forcément été amenés à chercher parmi eux, la société, qui leur faisait défaut, et c'est ainsi que peu à peu ils sont arrivés à ne plus former qu'une sorte de famille, dont tous les membres fortement unis travaillent en commun.

Au lieu de les blâmer, il conviendrait plutôt de les en louer ; ils ressuscitent ainsi les anciennes coutumes des premiers patriarches ; et l'exemple de ce que peut l'union ne saurait qu'être infiniment profitable à une foule de gens dont les moindres défauts sont la jalousie et l'égoïsme.

D'ailleurs, les coutumes ne tarderont pas à disparaître avec les causes qui les ont fait naître ; puissent-elles subsister assez longtemps pour leur permettre de s'entraider dans la fondation de colonies prospères ; ils connaîtront toujours assez tôt les beautés de l'indépendance individuelle, inspiratrice de l'égoïsme.

Il y a décidément des gens bien grincheux sous la calotte des cieux, pour oser faire un crime à ces pauvres Doukhobors, de leur communisme.

Ou bien ces mêmes gens, ont-ils peur déjà d'être obligés de partager ?

TOUJOURS LES MEMES.

Ces bons conservateurs ! Ce ne sont pas les scrupules qui les étouffent décidément.

Leurs belles protestations de dévouement au clergé, lorsqu'ils pensent avoir besoin de lui, ne pèsent pas gros dans la balance lorsque leurs intérêts politiques sont en jeu.

Les voici qui recommencent, à Québec, le petit jeu, auquel s'est livré le fameux Bergeron, de concert avec Wallace, lors de la session dernière à Ottawa.

En effet M. Pelletier a posé au gouvernement la question suivante :

1o L'hon. M. Marchand a-t-il, par lettre ou pétition adressée à Son Emin. le Cardinal Rampolla, Sec. d'Etat du Pape, demandé la nomination d'un délégué apostolique pour le Canada, et a-t-il spécialement indiqué le nom de Mgr Merry del Val ci-devant délégué apostolique ?

Il est facile de voir le but poursuivi par les torys au moyen de semblables interpellations.

C'est tout bonnement d'éveiller les susceptibilités de leurs compatriotes anglais, en laissant croire que les chefs libéraux se laissent diriger par *un pouvoir étranger* ainsi que le délicieux Clarke Wallace appelait le Pape, il y a quelques mois.

Cette hypothèse devient une certitude lorsque l'on voit un autre député de l'opposition, M. Bouffard, interpeller le gouvernement Marchand au sujet des pourparlers qui auraient eu lieu entre le susdit gouvernement et Mgr Bruchesi, à propos de la loi sur l'Education présentée l'année dernière.

Cette interpellation fait allusion à des bruits qui circulent depuis quelque temps et d'après lesquels Sir Wilfrid Laurier, d'accord avec Mgr Bruchesi, aurait agi auprès de M. Marchand pour l'amener à renoncer à son projet de Ministère de l'Instruction Publique.

Ce ne sont là que des racontars, probablement lancés à dessein, mais même en admettant que ce fut le cas, n'est-il pas honteux de voir des Canadiens-Français, des catholiques, prétendre faire un reproche à M. Marchand d'une chose qui lui ferait honneur.

Jamais la duplicité et l'hypocrisie de ces bons torys n'ont été plus manifestes ; ils se servent de la religion au profit de leurs intérêts de parti, ils crient tous les jours que le parti libéral est l'adversaire de l'Eglise, et d'autre part ils crient au scandale lorsqu'ils soupçonnent un chef libéral d'écouter respectueusement les remontrances d'un des chefs de cette Eglise.

Il est vrai qu'ils espèrent ainsi déchaîner contre M. Marchand les colères des libéraux intransigeants.

Ah ! les bonnes âmes ! les faux dévôts !

Comme ils savent bien en jouer de cette lyre, la Religion !

A quelque chose malheur est bon, dit le proverbe ; espérons que du moins, ces manœuvres sans pudeur ouvriront les yeux, aux membres de notre clergé qui croient de bonne foi, en la sincérité des conservateurs, et à leur zèle désintéressé.

Il ne faudra pas beaucoup d'interpellations de ce genre pour montrer au clergé de quel côté se trouvent ses amis sincères et francs.

Dans tous les cas, on ne saurait mieux conclure que par ces lignes de *La Vérité :*

"Nous est avis que l'opposition dans son désir outré d'embarrasser le gouvernement par n'importe quel moyen, joue un jeu dangereux qui, en fin de compte, lui fera plus de mal qu'à ses adversaires."

Quos vult perdere, Jupiter dementat.

IMMIGRATION.

La question de l'immigration est à juste titre l'une de celles qui préoccupent le plus, tous les gens soucieux de l'avenir de nos provinces du Nord-Ouest ; aussi donne-t-elle lieu chaque jour à des controverses multiples. Malheureusement la politique joue, dans ces controverses, un rôle prépondérant. C'est fort regrettable. Car cette question est une de celles où il serait, semble-t-il, le plus facile de faire un accord complet, indépendant de toute idée de parti.

La presse conservatrice, profite de l'arrivée des Doukhobors, comme elle a profité de celle des Galiciens, pour indisposer les populations de notre Province contre le gouvernement.

On crie aux Canadiens-Français :

"Le gouvernement libéral vous néglige, il ne fait rien pour aider l'immigration des Canadiens des Etats-Unis."

Aux anglais l'on chante la même chanson sur un autre air :

"Si le gouvernement faisait autant pour les colons de langue anglaise qu'il fait pour les Doukhobors, il n'y aurait aucune difficulté à se procurer en abondance des colons de notre race." —(*Telegram* du 30 janv.).

Assurément il serait fort désirable de pouvoir trouver dans les deux éléments qui constituent la population, la race anglaise et la race française, le nombre de colons nécessaires au peuplement de nos immenses territoires, mais malheureusement, l'immigration anglaise, tout aussi bien que l'immigration française, sont manifestement insuffisantes.

Et la faute n'en est nullement imputable au gouvernement qui fait consciencieusement tous ses efforts pour développer ces deux courants.

Les faits le prouvent.

L'Emigration anglaise qui était de 146,460 en 1897 n'a été, cette année, que de 140,630, soit 6,200 de moins.

Cependant le nombre d'Anglais venus au Canada, cette année, a dépassé de 2,000 le chiffre de l'année dernière : 17,665 contre 15,571 en 1897.

Dans toute les autres colonies où se dirige l'Emigration anglaise le chiffre a considérablement diminué, cette année ; seul le Canada a augmenté.

Les Canadiens-Anglais ont donc mauvaise grâce à reprocher au gouvernement de négliger l'Immigration de leurs compatriotes.

Il en est de même pour les Canadiens-Français.

Le gouvernement Laurier a actuellement aux Etats-Unis neuf agents d'Etat résidant à Détroit, Bas d'Axe, Reed City, (Michigan) ; Kansas City, St. Paul, Stevens Point, Chicago, Omaha, Watertown, (Dakota Sud). Ces agents d'Etats ont sous leurs ordres 145 sous-agents, travaillant à commission, c'est-à-dire payés d'après le nombre d'immigrants qu'ils amènent.

Aussi du 1 juillet 1897 au 30 juin 1898, *8,234* Canadiens des Etats-Unis ont-ils été rapatriés par le seul chemin de fer de Fetchburg.

M. W. J. White du Département de l'Immigration, déclare que 7,000 familles canadiennes des Etats-Unis se sont déjà inscrites, cette année, pour avoir des terres dans la Province de Québec et le Manitoba, et l'on estime, d'après tous les renseignements recueillis, que le nombre des Canadiens rapatriés des Etats-Unis dépassera, cette, année, 20,000.

Nous n'avons point encore les rapports du Bureau d'Immigration pour cette année, mais il est bon de faire remarquer que le rapport de l'année dernière, pour Winnipeg, donnait 1,793 colons, Anglais, Irlandais ou Ecossais, contre 2,756, Canadiens, Français et Belges.

En ce qui concerne plus particulièrement Winnipeg, nous n'avons qu'à nous louer du Commissaire d'Immigration, M. McCreary, qui a dirigé tous ses efforts sur les Etats-Unis, et les nombreuses délégations qu'il a conduites cette année, à travers nos Territoires, furent unanimes à louer son entier bon vouloir à leur égard.

Nos compatriotes trouvèrent auprès de lui le plus bienveillant accueil.

Suite, page 5.